

**Logement.** La droite se félicite de sa politique. La gauche juge cet « engagement » en deçà des besoins de Marseille.

# Des choix « pas à la hauteur de l'enjeu »

■ La politique du logement de la Ville de Marseille, défendue par Arlette Fructus (UMP), adjointe déléguée au logement, a été vivement critiquée par la gauche qui estime qu'elle n'est pas à la hauteur des enjeux.

Le manque de logements sociaux est au cœur du débat. Arlette Fructus met en exergue le travail effectué depuis juillet 2006 et l'engagement « respecté » des 5 000 logements par an. « En 2006, 1 692 agréments ; en 2007, 1 617 au lieu de 1 500 ; en 2008, 1 317. Le pic sera en 2009 avec 1 975 logements livrés. » Mais entre agréments et livraisons, la différence est de taille.

« A ce rythme-là pour répondre aux 30 000 demandes, il faudra attendre 17 ans », constate Frédéric Dutoit, président du groupe communiste. Samia Ghali (PS) d'ajouter : « Nous vous avons alertés depuis longtemps sur le besoin de logements à bas prix. En décembre 2002, dans une revue, Jean-Claude Gaudin expliquait que la gestion locative privée était meilleure qu'avec les bailleurs sociaux notamment avec une attractivité fiscale. Cette folle spéculation a fait doubler les loyers dans notre ville. »

Si l'accession à la propriété, par le dispositif du Chèque premier logement (CPL), est facilitée et « le montant de la subvention accordée par la Ville élevée », l'élue PS souligne que « seuls 20 à 30% des familles peuvent accéder à la propriété alors qu'il y a de l'attente pour les logements sociaux ». Et l'efficacité du procédé n'est pas avérée. « Il était annoncé lors de sa mise en place, 2 000 bénéficiaires. Aujourd'hui, ils ne sont que 353 à l'avoir obtenu. »

Outre le manque de logements,

Marseille doit aussi faire face à l'habitat indigne. L'effondrement d'un immeuble insalubre, rue des Dominicaines, témoigne de l'urgence. Une situation qui soulève l'inquiétude de la gauche. Frédéric Dutoit (PCF) rappelle que les 1er, 3e, 14e et 15e arrondissements sont les secteurs les plus touchés. « Il faut agir de toute urgence et à ce titre vous ne faites aucune proposition. » « Pour cette éradication il manque l'essentiel : les financements », ajoute Samia Ghali. « Il faut redéployer les crédits. Et j'ai déjà beaucoup d'inquiétudes à propos des transactions en chute libre et les chantiers ralentis. »

Une nouvelle prorogation du Périmètre de restauration immobilière (PRI) du Centre ville a été

votée par la droite. « De nouveaux outils opérationnels seront mis en place au terme des concessions du PRI qui s'achèvent fin 2009 », précise Arlette Fructus.

« Le PRI en centre ville est un échec », lance Patrick Mennucci. « Une intervention publique directe aurait été plus efficace. » Pour le président du groupe Faire Gagner Marseille, « la seule manière de tirer ces quartiers vers le haut est de construire des logements sociaux ».

Arlette Fructus annonce à ce propos qu'« une large concertation se tiendra durant le mois de février avec les associations, la mairie et Marseille Aménagement ». 15 ans après l'échec, désormais avéré, de cette politique.

PATRICIA MAILLE-CAIRE

## Dispositions rigoureuses sur les immeubles dangereux

■ En raison du vent et des fortes précipitations qui se sont abattus sur Marseille, dimanche matin, vers les 5 heures, un ancien hôtel désaffecté de 5 étages s'est effondré rue des Dominicaines dans le 1er arrondissement.

La catastrophe a été frôlée notamment en raison de débris qui sont tombés juste devant l'entrée de l'école Korsec.

José Allégrini (UMP), adjoint au bataillon des marins pompiers, protection civile, indique que « trois immeubles ont été évacués et nous avons logé à l'hôtel 18 personnes, les autres sont allées chez des amis. Ce matin [hier matin. Ndlr], l'immeuble a été rasé. Il reste les gravats à enlever. Le climat a devancé les travaux qui devaient commencer ce matin [hier matin. Ndlr] ».

Patrick Mennucci (PS) de rappeler que « cela fait 10 ans que cette histoire dure avec cet immeuble. Les propriétaires de l'hôtel Massilia qui jouxte ce bâtiment n'en pouvaient plus. Il faut être plus réactif. Et, dans le périmètre Belsunce et Noailles, une vigilance accrue est nécessaire ».

« Je vais donner l'ordre à mes services, poursuit José Allégrini, de faire l'inventaire de tous les immeubles susceptibles d'être dangereux. Je vais prendre des arrêtés de péril même si je dois avoir dix procès. »

Et le maire de Marseille de constater que des catégories comme les marchands de sommeil commencent à disparaître. « Ici la providence nous a aidés. »

P.M.-C.